



CHAPITRE 91

Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke

[Sanctionnée le 8 avril 1965]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Sherbrooke a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 1 George VI, chapitre 105, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées afin de lui donner de plus amples pouvoirs;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à cette fin et qu'il est à propos de faire droit aux demandes contenues dans sa pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunt autorisé.

1. La cité est autorisée à emprunter annuellement un montant n'excédant pas \$200,000 par règlement qui ne requiert pas d'autres approbations que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec.

Affectation.

Les montants susmentionnés devront être affectés exclusivement aux améliorations et réparations urgentes du réseau électrique de la municipalité, de même qu'au paiement du matériel requis pour lesdites améliorations ou réparations.

Ententes autorisées.

2. La cité est autorisée à conclure des ententes avec la corporation du comté de Sherbrooke afin d'aménager un édifice pour les fins du bureau d'enregistrement, aux frais de la cité ou aux frais à la fois

CHAPTER 91

An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke

[Assented to 8th April 1965]

Preamble.

WHEREAS the city of Sherbrooke has, by its petition, represented that it is in its interest and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 1 George VI, chapter 105, and the acts amending it, be further amended so as to grant it wider powers;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for that purpose and it is expedient to grant the prayers contained in its petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Loan authorized.

1. The city is authorized to borrow annually a sum not exceeding \$200,000 by by-law requiring no other approval than those of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission.

Appropriation.

The said sums shall be appropriated exclusively for urgent improvements and repairs to the electrical system of the municipality and to pay for the materials required for the said improvements or repairs.

Agreements authorized.

2. The city is authorized to make agreements with the corporation of the county of Sherbrooke to fit up a building for the purposes of the registry office, at the expense of the city or of both the

de la cité et de la corporation. Cette dernière est autorisée à disposer des immeubles actuellement occupés par le bureau d'enregistrement et qui lui appartiennent.

city and the corporation. The latter is authorized to dispose of the immoveables belonging to it which are presently occupied by the registry office.

Pension
aux mem-
bres du
conseil.

3. La cité de Sherbrooke paiera à toute personne qui aura rempli la fonction de membre du conseil de la cité de Sherbrooke, pendant au moins douze années, et qui aura cessé de remplir cette fonction après le premier janvier 1965, une pension annuelle de \$1,500 payable par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois.

3. The city of Sherbrooke shall pay to each person who has held office as a member of the council of the city of Sherbrooke for twelve years or more and who has ceased to hold such office after the 1st of January 1965, an annual pension of \$1,500 payable in equal and consecutive instalments on the first day of each month.

Contribu-
tion.

Pour bénéficier de ces versements de retraite, les membres du conseil municipal devront verser au fonds d'administration générale, une contribution de 5% de leur rémunération annuelle, avec rétroactivité de cinq ans, et à compter de leur entrée en fonction pour ceux qui occupent leur charge depuis moins de cinq ans.

In order to benefit by such pension payments, the members of the municipal council must pay into the general administration fund a contribution of 5% of their annual remuneration for each of the last five years, or for the period since they took office in the case of those who have held office for less than five years.

Rembour-
sement.

Advenant le cas où un échevin ou le maire n'occuperait pas sa charge pendant douze ans, les montants ainsi versés lui seront remboursés sans intérêt.

If an alderman or the mayor does not hold office for twelve years, the amounts so paid shall be reimbursed to him without interest.

Montant.

Cette pension est augmentée de la somme de \$500 pour chaque année ou pour chaque partie d'année durant laquelle cette personne aura occupé la fonction de maire, mais elle est limitée en toute circonstance à la somme de \$5,000.

The said pension shall be increased by \$500 for each year or part of a year during which such person has held the office of mayor, but it shall in no case exceed the sum of \$5,000.

Inaccessi-
bilité et in-
saisissabi-
lité.

Cette pension est incessible et insaisissable.

Such pension shall be unassignable and unseizable.

Interrup-
tion du
paiement.

Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la cité.

The payment of such pension shall be suspended during any period when the beneficiary holds, temporarily or permanently, any charge, office or situation which involves remuneration paid by the city.

Calcul.

En calculant une telle période de douze années une partie d'année excédant onze mois est comptée comme une année entière.

In calculating any such period of twelve years a part of a year exceeding eleven months shall be counted as a full year.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Pension
to mem-
bers of the
council.

Contribu-
tion.

Reim-
burse-
ment.

Amount.

Unassign-
able and
unseiz-
able.

Suspension
of
payment.

Calcula-
tion.

Coming
into force.